



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU JEUDI 28 SEPTEMBRE 2017

Délibération n° 2017/238 DC

Un extrait de la présente délibération a été affiché au siège de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire :

Le 6 octobre 2017

Effectif statutaire :	93
Membres en exercice :	93
Quorum :	47
Présents :	77
Excusés :	16
- dont suppléés :	5
- dont représentés :	11
Absents :	4
Nombre de votants :	88

Secrétaires de séance :

*Monsieur Grégory PIERRE, conseiller
de la commune de VILLEBERNIER*

*Monsieur Eric MOUSSERION conseiller
de la commune d'ANTOIGNE*

Le jeudi vingt huit septembre deux mille dix sept à dix sept heures, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Centre de Formation des Apprentis de la Chambre de Commerce et d'Industrie de SAUMUR, square Balzac, dans l'Amphithéâtre, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, président, le vingt deux septembre deux mille dix sept

Tableau d'ordre après installation et élection :

Président : MARCHAND Jean-Michel

Vice-présidents :

DEVAUX Isabelle, PATTEE Michel, FLEUTRY Lionel, HARRAULT Jérôme, FROGER Armel, FULNEAU Jean-Yves, GOULET Jackie, RUAULT Christian, MICHEAUD Anatole, MOUSSERION Eric, BERTIN Guy, MIRANDE Rodolphe, SARAMITO Sophie, BEILLARD Sylvie, TUBIANA Sophie

Conseillers :

DURAND Marie-Luce, ROUSSEAU Didier, SEYEUX Marie, BOUCHER Yves, NIORT André, LE NEILLON Marie-France, DELAUNAY Laurence, AUVINET Françoise, ANTOINE Jean-Pierre, TAILLECOURS Isabelle, TOURON Eric, CHARTIER Claudia, VILBOUX Hervé, POIRON Jean-Marie, MORON Nathalie, ANGER Fabrice, LEFORT Alain, CHEPTOU Bruno, LEGUAY Danielle, VERITE Patrice, LAMY Benoit, PASSEDOIT Alain, SIRE Michel, GOUZIL Gilles, STEPHAN Florian, CANTIN Jeannick, MOUCHARD Patrice, SAULEAU Denis, GUILLAUME Didier, MORTIER Frédéric, BOUCHENOIRE Jacky, SCHUBERT Odette, BRAULT Emmanuel, PEHU Nicole, JOBARD Alain, BONNIN Marc, ADAM Danièle, PERSIN Gérard, MIGNOT Eric, LEFIEVRE Eric, SIBILEAU Dominique, L'HERROUX Lydia, TAILLEE Gabriel, NIVELLE Laurent, ANGUENOT Sophie, LELIEVRE Astrid, NERON Noël, LE COZ Géraldine, LOYEAU Jack, GUILLON Béatrice, CARDET Christophe, NERON Marc-Antoine, LHEMANNE Jean-Luc, CHARRON Magalie, HENRY Véronique, PROD'HOMME Bruno, TAUGOURDEAU Sylvie, RABAULT Caroline, APCHIN Michel, DAMAS Françoise, JAMIN Charles-Henri, DUFOUR Fabrice, de LUZE Diane, BOISSONNOT Alain, SILVESTRE DE SACY Françoise, BOUTIN Bernard, OGÉREAU Nicolas, CONDEMINÉ Patrick, TALLUAU Gilles, LEGRAND Didier, SUPIOT Jean-Marcel, TARDIVEL Jacqueline, CHEVALIER Yvan, PIERRE Grégory, BERTRAND Béatrice, BAUDOUIN Noël

Suppléants :

CHEYNOUX Frédéric, FOURRIER Christophe, BOIREAU Christophe, LEVEQUE Béatrice, VASSEUR Nathalie, SAUSSEREAU André, BEAUMONT Robert, GOIZET Jean-Luc, COURRIER Bernard, FOUCHARD Marie-Claude, CHAMBRY Sonia, MAINDRON Manuella, CATIN Régine, FRESNEAU Roger, JAMERON Guy, JUIN Gilles, ISABELLON Isabelle, LEROY Olivier, DAVASE Alain, BOISSEAU Jacques, BRANCHEREAU Serge, CANTIN Stéphane, DELAUNAY Willy, CHEVROLIER Didier, BOURIGAULT Pierre, PONTOIRE Dominique, BOUSSAULT Philippe, JAUDOUIN Michel, FOUQUET Martine, BIGOT Bruno, TELLIER Marie-Thérèse, MARQUES Manuel, BRELIÈRE Marinette, BELLANGER Sylvie, MISANDEAU Jeannine, POTIER Françoise MOREAU Etienne, BOSSIS Eric, GUYOMARD Yohan, PELLETIER Christiane, Jean-Marc CHEVALLIER

Etat des présents : Le Président, 15 vice-présidents, 61 conseillers = 77 membres présents

Excusés par ordre d'enregistrement des pouvoirs :

Yann PILVEN LE SEVELLEC a donné pouvoir à Marie SEYEUX ; Bruno PROD'HOMME a donné pouvoir à Jean-Michel MARCHAND ; Véronique HENRY a donné pouvoir à Marcus NERON ; Astrid LELIEVRE a donné pouvoir à Béatrice GUILLON ; Caroline RABAULT a donné pouvoir à Sophie ANGUENOT ; Emmanuel BRAULT a donné pouvoir à Jacky BOUCHENOIRE ; Magalie CHARRON a donné pouvoir à Jack LOYEAU, Noël NERON a donné pouvoir à Sylvie TAUGOURDEAU ; Lydia L'HERROUX a donné pouvoir à Eric TOURON ; Fabrice DUFOUR a donné pouvoir à Françoise DAMAS ; Charles-Henri JAMIN a donné pouvoir à Michel APCHIN

Dominique SIBILEAU a donné pouvoir à Dominique PONTOIRE (suppléant) ; Jean-Marcel SUPIOT a donné pouvoir à Françoise POTIER (suppléante) ; Alain BOISSONNOT a donné pouvoir à Manuel MARQUES (suppléant) ; Gabriel TAILLEE a donné pouvoir à Michel JAUDOUIN (suppléant) ; Marie-France LE NEILLON a donné pouvoir à André SAUSSEREAU (suppléant),

Absents : Hervé VILBOUX, Florian STEPHAN, Bernard BOUTIN, Marie-Luce DURAND, Marc BONNIN

AVENANT N°1 A LA CONVENTION FEDER ITI 2014/2020 : ACTUALISATION DES DONNEES RELATIVES A L'ORGANISME INTERMEDIAIRE, INTEGRATION ET AJUSTEMENT DU DSGC ET PROPOSITION DU PLAN D'ACTION N°2

La Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement a signé le 7 septembre 2015, une convention pour la mise en œuvre d'un ITI FEDER sur son territoire pour la période 2014-2020.

Vu le code général des collectivités,

Vu le document de mise en œuvre du programme opérationnel 2014-2020,

Vu la délibération n°2015/084DC du 25 juin 2015 relative à la désignation de la Communauté d'agglomération Saumur Loire Développement comme organisme intermédiaire,

Vu la convention relative à la mise en œuvre d'un investissement territorial intégré FEDER en date du 7 septembre 2015,

Vu la décision de bureau n°2016/019DB du 3 mars 2016 relative aux ajustements du plan d'action,

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, de la Communauté de communes Loire Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué en Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresses-Rochemenier, et dissolution du Syndicat Mixte du Grand Saumurois.

Le suivi du programme et la sélection des opérations financées par le FEDER sont réalisés par la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire en sa qualité d'organisme intermédiaire et formalisés sous forme de plan d'action annexé à la convention.

Le programme ITI intervient uniquement sur le territoire de l'ancienne Communauté d'agglomération. Le reste du territoire bénéficiant d'un autre dispositif européen LEADER (Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale).

Conformément aux articles 3 et 5 de la convention, l'organisme intermédiaire peut réviser son plan d'action par voie d'avenant, objet de cette délibération.

L'avenant n°1 porte sur:

- l'actualisation du nom de l'organisme intermédiaire et de son représentant légal ;
- l'intégration et la mise à jour du « descriptif de système de gestion et de contrôle » (DSGC). Ce document joint à la délibération, décrit le rôle de l'organisme intermédiaire, son organisation interne ainsi que le mode opératoire des différentes tâches à réaliser pour sélectionner les projets éligibles au FEDER, accompagner les maîtres d'ouvrage dans l'élaboration et le suivi de leurs dossiers de demande de subvention et s'assurer de la bonne consommation des crédits européens.
- la révision du plan d'action qui consiste à :
 - retirer les opérations qui ne sont plus d'actualité ou ne pouvant plus figurer dans le plan d'action,
 - augmenter, dans la mesure du possible, les taux d'intervention du FEDER sur les opérations déjà inscrites au plan d'action et qui ne sont pas encore instruites (suite à l'évolution du DOMO - Document cadre de la Région qui détermine les règles d'intervention du fond FEDER, ITI).
 - cibler des nouveaux projets éligibles, de taille significative, prêts à démarrer et dont la réalisation sera effective rapidement et les dépenses clôturées avant le 31/12/2023.

A ce titre, la Communauté d'agglomération a réalisé un état des lieux des opérations susceptibles d'intégrer le plan d'action en prenant en compte la fongibilité des crédits au sein de chaque axe d'intervention.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- d'acter la reprise de la convention FEDER - ITI par la nouvelle Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ;
- d'approuver les mises à jour du « descriptif de système de gestion et de contrôle » (DSGC) pour la mise en œuvre d'un Investissement Territorial Intégré (ITI) ;
- de valider le plan d'action n°2 ;
- d'autoriser le Président de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire ou son représentant, à signer l'avenant n°1 à la convention FEDER – ITI, ainsi que tout document s'y afférant.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire

Date de réception en sous-préfecture



Insertion au RAA du 3ème trimestre 2017

Jean-Michel MARCHAND

Matière de l'acte	7- Finances Locales	7.5 - subventions
-------------------	---------------------	-------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « Sauf en matière de travaux publics, la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée »